



**ORGANIZATION OF  
AFRICAN UNITY**

Secretariat  
P. O. Box 3243

منظمة الوحدة الافريقية  
السكرتاريه  
ص. ب. ٣٢٤٣

**ORGANISATION DE L'UNITE  
AFRICAINNE**

Secretariat  
B. P. 3243

Addis Ababa \* \* اديس ابابا

GA/1001 (XXXIV) Rev.2/Add.1  
Annexe I

CONSEIL DES MINISTRES  
TRENTE-QUATRIEME SESSION ORDINAIRE  
ADDIS-ABEBA, ETHIOPIE, 6-15 FEVRIER 1980.

DECLARATION DE M. ISSA BABAA

Chef de la délégation  
de la Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste



MICROFICHE

Monsieur le Président,

Ma délégation a pris connaissance, avec le plus profond regret, des accusations fausses attribuées à la Jamahiriya dans l'exposé de la délégation tunisienne. Je voudrais, tout d'abord vous affirmer, Monsieur le Président, que ces accusations sont nulles et sans aucun fondement et mon pays a déjà publié, en date du 1er février courant, à la suite des accusations portées par le régime tunisien contre la Jamahiriya, un communiqué officiel affirmant que la Jamahiriya n'avait aucun rapport direct ou indirect avec les événements intérieurs qui se déroulent en Tunisie.

Le Docteur Ali Triki, Secrétaire aux affaires étrangères, l'a affirmé, de son côté, dans des messages adressés à Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine et au Secrétaire général des Nations Unies. Voici le texte du communiqué:

COMMUNIQUE

Communiqué du Secrétariat aux affaires étrangères au sujet des allégations  
du régime tunisien

Tripoli, 14 Raabi Al Awal - 1er Février 1980

-----

Le Secrétariat aux affaires étrangères a publié le communiqué suivant au sujet des communiqués officiels des responsables tunisiens sur les événements qui se déroulent en Tunisie:

La Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste a été surprise par les communiqués officiels émanant de responsables du Gouvernement Tunisien particulièrement celui du Premier Ministre Hedi Nouria publié le 12 Rabiaal Awal 1389 (An de l'Hégire) correspondant au 30 janvier 1980 (qui contient des attaques flagrantes contre la Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste et sa direction révolutionnaire, cherchant à l'impliquer dans les événements qui se déroulent en Tunisie).

Le Secrétariat aux affaires étrangères tout en condamnant ces attaques et leur cortège de campagnes de presse malintentionnées affirme ce qui suit:

1. La Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste n'a aucune relation directe ou indirecte avec les événements qui se déroulent à Gafsa. Les tentatives du Gouvernement Tunisien de rejeter les conséquences de ces événements sur la Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste ne sont que des tentatives pour détourner l'opinion publique tunisienne de ses problèmes intérieurs et de l'éloigner de la connaissance des véritables causes qui ont conduit par le passé et conduisent maintenant à des incidents et des soulèvements populaires.

Le régime tunisien à l'habitude pour fuire la réalité de faire porter au peuple libyen tout soulèvement ou mécontentement populaire en Tunisie alors que celui-ci n'a aucune responsabilité ni rien à voir avec ces soulèvements. Si le peuple libyen portait une responsabilité quelconque c'est dans le déclenchement d'une révolution historique.

Si les responsables tunisiens souffrent d'une intervention libyenne sous la forme du passage de l'esprit révolutionnaire aux masses tunisiennes, le peuple libyen n'en porte guère la responsabilité car ni le peuple libyen ni les autorités tunisiennes ne peuvent empêcher les idées de passer d'un lieu à un autre. On ne peut réprimer ni emprisonner une idée. La grande révolution du Premier Septembre à son rayonnement idéologique qui influe sur le mouvement des peuples: il n'y a pas de meilleure preuve à cela que la fermeture de Centre Culturel Libyen à Tunis.

2. Le Premier Ministre Tunisien a annoncé une série de mesures prises par son Gouvernement touchant les relations fraternelles qui existent entre les deux peuples frères.

Si le Secrétariat aux affaires étrangères de la Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste regrette de pareilles actions, que le Gouvernement Tunisien porte seul la responsabilité de la rupture, de la dissension, de la division des deux peuples frères et de la destruction de leurs intérêts.

Nous ne pouvons qu'appeler les deux peuples frères à la vigilance afin d'enlever toute opportunité à leurs ennemis.

3. Le Premier Ministre Tunisien ne s'est pas contenté d'inclure la Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste dans les événements de Gafsa mais il a indiqué aussi l'éventualité de son implication dans les soulèvements populaires qui peuvent se produire à l'avenir en Tunisie lorsqu'il a prédit dans son communiqué d'autres opérations, ce qui prouve d'une manière catégorique qu'il existe une intention pré-établie de porter l'accusation contre la Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et

Socialiste chaque fois que le régime tunisien fait face à un soulèvement populaire. Ceci prouve par lui-même le caractère fallacieux des allégations du Chef du Gouvernement Tunisien et révèle le plan qu'il nourrit pour porter atteinte aux relations et aux liens fraternels qui unissent les deux peuples frères.

4. Les accusations officielles tunisiennes font état de passeports libyens portés par certains éléments.

Le Secrétariat aux affaires étrangères aimerait en cette occasion souligner que le Consulat Tunisien à Tripoli n'a cessé de faire disparaître des passeports de citoyens arabes libyens qui se présentaient au Consulat pour l'obtention de visa d'entrée en Tunisie et de les acheminer vers d'autres destinations pour pouvoir par la suite répandre de telles accusations. La preuve la plus flagrante en est que le 20/10/79 le passeport libyen No. 470585 fait à Tripoli le 24/7/1979 a été saisi au poste frontalier avec la Tunisie sur Sadok Khiari, Membre de la représentation tunisienne à Tripoli, qui conduisait une voiture avec immatriculation diplomatique No. 13/50, le 28/10/79 deux passeports libyens, No. 371831 fait le 31/7/1979 et No. 163494, fait le 13/2/1974 ont été saisis sur un Membre de la représentation tunisienne, Mohammed Sadok qui conduisait la voiture diplomatique immatriculée 13/57.

Les deux responsables tunisiens entraient en Tunisie au moment où les passeports furent saisis sur eux, ce qui prouve des intentions préméditées et un plan pré-établi.

Nous lançons le défi au régime tunisien de donner une quelconque preuve pour le lot d'accusations et d'allégations ou une preuve matérielle étayant l'intervention du peuple libyen dans ce soulèvement.

5. La référence du Premier Ministre Tunisien à ceux qu'il a appelés des "AMIS" et qu'il compte appeler en aide prouve l'existence d'une intention du Gouvernement Tunisien de se tourner vers les forces colonialistes étrangères pour menacer les intérêts des deux peuples frères et exposer la paix et la sécurité de la région au danger et à l'intervention étrangère. Telle est une situation que refusent les deux peuples frères qui lient un combat commun contre l'ennemi colonialiste en plus des liens de fraternité, de voisinage et de destin commun. L'appel aux forces aériennes et navales françaises constituent aussi une humiliation pour le peuple tunisien frère.

6. Le Secrétariat aux affaires étrangères, tout en réitérant son profond regret pour les allégations et les insinuations des responsables tunisiens affirme son souci des relations de fraternité des liens profonds et de la noblesse des aspirations nationales communes des deux peuples frères comme il affirme qu'il existe encore une occasion devant le régime tunisien pour qu'il revise sa position et ne soit pas entraîné dans un plan qui ne servirait que les ennemis des deux peuples et qu'il évite d'entraîner dans la région des forces étrangères.

---

Monsieur le Président,

Les accusations portées par la Tunisie contre la Jamahiriya ne sont pas les premières de ce genre. Chaque fois que des problèmes intérieurs surgissent tant sur le plan ouvrier, étudiantin, religieux ou idéologique, ou sous forme de lutte partisane pour le pouvoir ou de soulèvement populaire contre le régime au pouvoir, ce dernier en rejette la responsabilité sur le peuple libyen dans le but de détourner l'opinion publique tunisienne de ses problèmes intérieurs, à tel point que si, demain, une vache venait à mourir en Tunisie, ils attribueront cette mort à la Jamahiriya; et de leur côté, les services de renseignements tunisiens, en collaboration avec les services de renseignements français, ne trouveront aucune difficulté à inventer les moyens propres à coller cette accusation à mon pays.

Monsieur le Président,

Ces événements intérieurs qui se sont déroulés en Tunisie sont d'autant plus dangereux qu'ils sont exploités pour préparer le peuple tunisien frère au retour du colonialisme français à cette partie du continent.

Monsieur le Président,

Tous ceux, d'entre nous, qui ont suivi ces événements, savent bien que les troupes françaises sont arrivées en Tunisie le même jour, confirmant ainsi la présence d'un plan préétabli pour rétablir le colonialisme français dans ce pays voisin et pour menacer la sécurité et la sûreté de la région. La France a dépêché dans ce pays, un énorme effectif militaire que représentent les unités de la flotte française mouillant actuellement dans les ports tunisiens ainsi que les forces aériennes, les parachutistes et les marines stationnés sur le territoire tunisien. Les médias d'informations internationales ont confirmé cette ingérence flagrante. Le quotidien "Herald Tribune" a indiqué, par exemple, dans son numéro du 5 février, que la France avait envoyé de nombreux avions de transport militaires du type "Transal", des hélicoptères, cinq sous-marins et plusieurs navires de guerre mouillant actuellement à proximité des côtes lybiennes et tunisiennes.

Les agences de presse ont également révélé que la France avait consolidé cette invasion sur les plans terrestre, naval et aérien et qu'elle avait notamment transporté en Tunisie 40 Mirages de ses forces aériennes et deux escadrilles d'hélicoptères.

Monsieur le Président,

Cette intervention française s'est rejettée, à maintes reprises, en Tunisie et le Président Bourguiba a reconnu dernièrement aux représentants des média d'informations que, dans des cas précédents, il avait déjà eu recours aux forces françaises.

Les Etats Unis ont, de leur côté, envoyé leur sixième flotte aux ports tunisiens, menaçant ainsi la sécurité et la sûreté de la région; et la dernière visite de la sixième flotte américaine à ces ports a eu lieu au moment même où les ministres arabes des affaires étrangères étaient réunis au siège de la Ligue Arabe en Tunisie. L'intervention américaine dans cette partie de l'Afrique s'est répétée à plusieurs reprises et mon pays a toujours mis l'Afrique en garde contre ces répercussions. Cette intervention tend à menacer la sécurité et la sûreté de la Jamahiriya et des Etats voisins, à intensifier la tension dans la région et à terroriser ses peuples. La France et les Etats Unis ont, eux-mêmes, reconnu officiellement cette intervention.

Le gouvernement américain a publié un communiqué officiel reconnaissant cette intervention et ma délégation possède le texte de ce communiqué. Le gouvernement français a publié, de même, un communiqué sur le déplacement de sa flotte vers les ports tunisiens, communiqué dont nous possédons également le texte.

L'intervention franco-américaine directe en Tunisie, quelles que soient ses justifications, est un événement dangereux ainsi qu'un précédent périlleux dont les conséquences et les implications dépassent les frontières de la Tunisie et de la Jamahiriya pour atteindre à la longue le reste du continent africain.

Monsieur le Président,

Le volume impressionnant de l'intervention française qui s'intensifie jour après jour a enlevé à la Tunisie son indépendance et l'a transformée d'un état indépendant et souverain en un protectorat français gouverné par les généraux de l'armée française. Même l'administration civile est contrôlée aujourd'hui par les



autorités françaises alors que les officiers français s'imposent également au commandement de l'armée tunisienne.

Le régime tunisien ne se contente pas, en accusant la Libye, de tromper l'opinion publique tunisienne au sujet de ces événements intérieurs mais il cherche aujourd'hui encore à mystifier l'opinion publique mondiale en soumettant la question, il y a quelques jours, à la Ligue des Etats Arabes et, aujourd'hui, à cette honorable assemblée, rien que pour justifier l'intervention colonialiste française.

Monsieur le Président,

Les mouvements de troupes et les ingérences colonialistes françaises qui se manifestent à proximité des frontières et des côtés de la Jamahiriya constituent une menace directe à sa sécurité et sa sûreté et mettent en danger la sécurité et la sûreté de la région. Ces ingérences sont également de nature à entraîner d'autres forces étrangères dans la région, alors qu'elles représentent, elles-mêmes, une violation de la Charte de l'OUA.

Vous devez réaliser, sans aucun doute, Monsieur le Président, la gravité de cette intervention française qui vient concrétiser les pratiques impérialistes entravant le progrès du continent africain et sa lutte contre le colonialisme, le racisme et l'exploitation. Cette intervention, qui n'est pas la première de ce genre dans le continent, met à jour la stratégie colonialiste appliquée par la France, en collaboration et de connivence avec l'impérialisme international, contre la sécurité et la sûreté de l'Afrique. Elle a fait l'objet d'une opposition à l'intérieur même de la France où les forces progressistes aussi bien que la presse française l'ont déplorée. Le quotidien "L'Humanité" a écrit, par exemple, dans son numéro du 1er février, que cette intervention représentait une escalade, provoquée par la France, de la tension en Afrique du Nord et témoignait du mal fondé des allégations lancées par le gouvernement français quant à sa prétendue non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays.

Monsieur le Président,

Alors que l'Afrique a décidé de consacrer cette session à l'examen de la question du Zimbabwe et à la recherche de tous les moyens possibles pour consolider le peuple de ce pays frère dans sa lutte héroïque contre le colonialisme et le racisme et alors que nous nous efforçons de venir à bout du dernier bastion du colonialisme et du racisme en Afrique Australe, nous voyons le colonialisme français, que nous venons de renvoyer, hier, de la porte, revenir aujourd'hui, en s'infiltrant de la fenêtre en Afrique du Nord.

L'Afrique toute entière doit se tenir fermement et sévèrement contre cette grave intervention dans ses affaires intérieures qui vient menacer sa paix et sa sécurité. J'en appelle à cet honorable Conseil de condamner vivement cette intervention et de demander à la France de retirer immédiatement ses troupes de la terre africaine de Tunisie.

Dans ses accusations fausses portées contre la Jamahiriya, le délégué tunisien a soulevé plusieurs points.

En ce qui concerne la question des ouvriers, la Jamahiriya en accueille des dizaines de milliers venant des états frères voisins, mais certains d'entre eux traversent la frontière sans passeport ou document de voyage et, dans ce cas, ils sont parfois renvoyés pour des raisons de sécurité pure et simple.

C'est plutôt la Tunisie qui ne respecte pas les principes et les objectifs de l'OUA. Elle prend place avec nous depuis 1965 sans jamais payer un seul "centime" comme contribution au budget de l'Organisation ou du Comité de Libération.

Plusieurs états africains doivent des arriérés au budget et nous en comprenons les excuses, mais quelles sont les excuses de la Tunisie ? Les fonds de ce pays sont transférés aux comptes secrets de ses dirigeants dans les banques suisses.

Le délégué tunisien cherche à semer la scission entre la Jamahiriya et les Etats africains frères et voisins. Il répète, à ce propos, les allégations de la presse occidentale tout en essayant d'ouvrir le dossier du Tchad dans une tentative d'avorter les efforts des Etats africains voisins et de l'OUA en vue de réaliser la réconciliation nationale au Tchad, et ce en portant ces accusations fausses contre la Jamahiriya.

Il semble que la Tunisie, de concert avec les Etats colonialistes, désire brouiller les travaux de cette session consacrée à la question du Zimbabwe et détourner l'opinion publique internationale de la cause de ce pays.

C'est en effet la Radiodiffusion tunisienne qui profère, chaque jour, les menaces contre la Jamahiriya, utilisant un langage vulgaire et appuyé, à cet effet, par la présence militaire française.

Je vous remercie.



**AFRICAN UNION UNION AFRICAINE**

**African Union Common Repository**

**<http://archives.au.int>**

---

Organs

Council of Ministers & Executive Council Collection

---

1980-02-15

# Statement Delivered by Mr. Issa BABAA, Head of delegation of Socialist People's Libyan Arab JAMAHIRIYA

Organization of African Unity

---

<https://archives.au.int/handle/123456789/10045>

*Downloaded from African Union Common Repository*